

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 17 décembre 2025

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 25 - 691

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur 

Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S. Energies et InVivo Group

Quai du Général Sarrail
BP 12
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 décembre 2025 dans l'établissement Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S. Energies et InVivo Group implanté Quai Sarrail, 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection avait tout d'abord pour objectif de vérifier le respect des prescriptions encadrant les suites de l'incendie survenu en mai 2025. De plus, les années passées, il avait été mis en exergue que l'encadrement et le suivi des rejets atmosphériques devaient être mis à plat. Ce point d'attention était renforcé par la réception d'une plainte pour dépôt de poussières par un riverain à l'encontre du site. Par ailleurs, certaines données relatives aux rejets atmosphériques comme aqueux devaient être complétées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation recodificatif. Enfin, cette visite visait également à faire le point sur la gestion des prélèvements d'eau, nécessaires à l'exploitation du site, notamment en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S. Energies et InVivo Group
- Quai Sarraill - 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de NOGENT SUR SEINE - PORT, situé quai Sarraill, abrite le siège historique du groupe SOUFFLET et, entre autre, des unités de fabrication de malt et de stockage de céréales exploitées par MALTERIES SOUFFLET (fabrication de malt) et SOUFFLET AGRICULTURE (stockage de céréales). La situation de l'établissement lui permet de profiter du transport fluvial sur la Seine pour ses activités de négoce de céréales. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PCICP2025106-0002 du 16 avril 2025 recodifiant les arrêtés antérieurs.

Les principaux enjeux en matière de risques pour l'environnement sont constitués par le risque accidentel d'explosion des différentes capacités de stockage de céréales (la capacité totale autorisée s'élève à 463 709 m³) et la proximité des installations vis-à-vis de la ville de NOGENT SUR SEINE.

Les autres enjeux sont relatifs aux risques chroniques susceptibles d'être générés. En effet, l'activité de malterie utilise un important volume d'eau dans son procédé, nécessaire à la germination des céréales employées pour la fabrication du malt. Les effluents sont traités par une station d'épuration interne au site avant d'être dirigés vers la Seine. Par ailleurs, les installations de combustion présentes sur le site et nécessaires à la fois à la fabrication du malt (séchage des grains germés) et au stockage de céréales (séchoirs à grain permettant de garantir de bonnes conditions de conservation) constituent également un enjeu en termes de rejets atmosphériques (puissance totale autorisée de près de 60 MW) et soumettent l'établissement à la directive dites des « quotas de CO₂ ».

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Post-accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque surpression/projection

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Dépoussiéreurs Soufflet Malt	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2.1.1 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Conduits et installations raccordées - SOUFFLET AGRICULTURE	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2.2. (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Évents et surfaces soufflables du silo-tampon malt	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Conduits n°1 à 23 "dépoussiéreurs" SOUFFLET MALT	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, articles 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Conduits n°30 à 45 "dépoussiéreurs" SOUFFLET AGRICULTURE	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, articles 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Conduits n°46 à 52 "Séchoirs" SOUFFLET AGRICULTURE	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Conduits n°24 à 29 "brûleurs" SOUFFLET MALT	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, articles 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Conduit n°54 chaudière biomasse	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, articles 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
17	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	4 mois
18	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.2.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
19	Dispositifs de suivi des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.2.3.3.2 alinéa 7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Remise en service de la cellule C5 du silo Malt 1	AP Complémentaire du 04/08/2025, article 4
2	Respect du volume vide du silo Malt 1	AP Complémentaire du 04/08/2025, article 5
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 04/08/2025, article 6
4	Inertage	AP Complémentaire du 04/08/2025, article 7
5	Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	AP Complémentaire du 04/08/2025, article 9 (partiel)
7	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2.1.2 (partiel)

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
9	Forage HTR	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.2.1.3 (partiel)
10	Localisation des points de rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.4.6. (partiel)
20	Soumission à l'arrêté ministériel du 30/06/2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
21	Déclenchement du seuil de vigilance / alerte / alerte renforcée / crise	Arrêté Ministériel du 30/01/2023, article 2-I
22	Rapportage hebdomadaire	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
23	Volume de Référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-2° et 3°
24	Améliorations / Investissements liés à la gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6°

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tout d'abord, la gestion du post-incendie de mai 2025 est suivie conformément aux dispositions l'encadrant.

En outre, l'exploitant a fourni une partie seulement des données requises au contenu de l'arrêté préfectoral d'autorisation recodificatif. Toutefois il s'est engagé à transmettre les données manquantes d'ici janvier 2026, une fois les analyses des rejets atmosphériques réceptionnées.

De plus, les analyses menées sur les 31 rejets atmosphériques de SOUFFLET MALT montrent cette année quelques dépassements ponctuels : 3 en concentration sur des paramètres différents, 3 en flux. Des actions de remédiation ont été menées par la maintenance. Des analyses complémentaires ont été réalisées pour la chaudière biomasse. Par ailleurs, les 24 rejets atmosphériques de SOUFFLET AGRICULTURE ont également été mesurés. Néanmoins les résultats ne sont pas disponibles à ce jour ; ce qui ne permet de vérifier à ce jour leur conformité.

Par ailleurs, les analyses en COVNM n'ont pas été réalisées sur les conduits le nécessitant. Par conséquent, afin de vérifier le maintien de l'efficacité de l'entretien de ces installations et de justifier du retour à la conformité, un contrôle inopiné diligenté par la DREAL sera réalisé en 2026 aux frais de l'exploitant sur le paramètre COVNM sur les conduits concernés et sur les non-conformités non levées, en plus du contrôle annuel obligatoire.

2-4) Eléments hors constats

Un riverain nous a informé de désagréments pour des rejets de poussières sur ses véhicules et il s'interrogeait sur la toxicité de ces rejets. Cette plainte a été reçue par la DREAL par courriel du 10 octobre 2025. Le jour même, l'inspection des installations classées a alerté l'exploitant et a recommandé au plaignant d'échanger au besoin directement avec le site. L'exploitant s'est montré réactif. Les follicules de maïs visibles sur les photographies transmises par le plaignant ont permis d'identifier la cause de ces rejets. Soufflet a vérifié son installation d'aspiration et a vidangé le 14 octobre 2025 les deux chambres où sont stockés ces follicules de maïs (en sortie de filtre). Par courrier du 24 novembre 2025, l'exploitant a informé le riverain des actions entreprises et l'a assuré de la non-toxicité de ces émissions. Des échanges de la DREAL avec le riverain ont permis de s'assurer de la résolution des nuisances grâce aux actions entreprises par le site.

2-4) Fiches de constats

Partie I : Post-incendie du 17 mai 2008

N° 1 : Remise en service de la cellule C5 du silo Malt 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2025, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Post-accident
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations en lien avec l'incendie est nettoyé préalablement à toute opération de travaux (hormis les travaux de mise en sécurité). La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'incendie du 18 mai 2025 fait l'objet d'une demande préalable auprès du préfet de l'Aube. Cette information est accompagnée d'un rapport de l'exploitant démontrant que la reprise de l'activité n'engendre pas de risque supplémentaire par rapport au fonctionnement défini dans les arrêtés en vigueur pour le site, notamment au regard de l'état de la structure. Dans le cas de la restauration des installations endommagées, si l'exploitant choisit de maintenir une partie des installations en service, il justifie de la faisabilité technique de cette méthode via un rapport transmis au préfet et à l'inspection des installations classées avant remise en service. Cette demande intervient au minimum 10 jours ouvrés avant la date de reprise envisagée par l'exploitant.
Constats : Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport réalisé par le bureau d'études techniques TAYLOR qui confirme que la cellule C5 peut être remise en service en l'état. Il s'appuie sur l'inspection visuelle réalisée, notamment au niveau du musoir de la cellule concernée, et il étudie l'impact du différentiel de température rencontré lors de l'incendie (chaud/froid), à partir des sondages réalisés et de leur analyse en laboratoire (carottes béton et armature). L'exploitant a indiqué qu'à ce jour, la cellule est toujours inexploitée puisque l'exploitant est dans l'attente de l'intervention du prestataire pour la modification de la silothermométrie (hauteur et transmission d'alerte GSM). Les devis pour cette intervention et la commande associée ont été fournis. Lors de la visite, il a été constaté visuellement que la cellule C5 était vide (trappe ouverte dans le musoir, en bas du cône). De plus, l'état des stocks de la cellule C5 du silo Malt 1 a été présenté : il démontre que la cellule est restée inusitée depuis l'incendie. D'autre part, le nettoyage des installations n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Toutefois l'inspection des installations classées note que le rapport met en exergue que certaines armatures sont apparentes en partie extérieure du musoir et il conseille à l'exploitant de procéder à la passivation de celles-ci, puis de reboucher à l'aide de mortier sans retrait. L'exploitant indique que cet entretien est intégré à la demande de budget prévisionnel pour l'année 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la remise en fonctionnement de la cellule C5 du silo Malt 1. La réalisation de l'entretien du musoir sera vérifiée lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect du volume vide du silo Malt 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2025, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Post-accident

Prescription contrôlée :

Dans l'attente de la remise en service de la cellule C5 actuellement vide, l'exploitant explicite sous 15 jours les modalités de fonctionnement spécifiques assurant à tout moment que la somme des volumes libres des cellules (y compris as de carreaux) du silo malt 1 est inférieure à 1 978 m³.

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis l'extrait du suivi des volumes vides du silo Malt 1. Ainsi, lorsque des cellules sont adjacentes, les cases sont mises en couleurs de manière à pouvoir les identifier et piloter le stockage en remplissage afin que le volume des cellules adjacentes vides reste inférieur à 1 978 m³, volume équivalent à une cellule et 4 as de carreaux, susceptibles de participer à une explosion secondaire.

Lors de la visite, il a été vérifié que le volume des cellules adjacentes vides dans le silo Malt 1 est inférieur à 1 978 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2025, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une organisation des moyens de lutte contre l'incendie, en accord avec le SDIS de l'Aube. Elle prévoit notamment l'approvisionnement d'une quantité suffisante d'émulseur, proportionnée à l'intensité et à la durée du sinistre. De plus, elle inclut le remplacement de l'émulseur consommé par les secours durant le délai d'acheminement.

A minima une réserve supplémentaire d'1 m³ d'émulseur est présente à demeure sur site. Elle est mobilisable en cas de sinistre sur un autre site, implanté à proximité de Nogent Port.

Constats :

Suite à la réunion du 23 juin 2025 relative au retour d'expérience SDIS/Exploitant/DREAL/Préfecture, il a été convenu avec le SDIS de remplacer l'émulseur fourni par celui-ci après intervention. De plus, l'exploitant a déclaré qu'une réserve mobilisable pour l'ensemble des sites du groupe était présente sur site. Elle est composée à ce jour de :

- 4 IBC de 1 000 L et 1 IBC ouvert avec 700 L restant ;
- 1 palette de 20 bidons de 20 L.

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié la présence des IBC déclarés. A cette occasion, il a été constaté qu'ils étaient stockés hors rétention. Par courriel du 8 décembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir regroupé le matériel nécessaire en cas d'intervention sur le site voisin, dénommé Nogent Gare, et stocké l'émulseur dans le local des produits phytosanitaires, qui est lui-même sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inertage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2025, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion

Prescription contrôlée :

Le site dispose sur site d'un réchauffeur d'azote et d'un flexible adapté permettant de relier le réchauffeur à la cellule concernée. Cet équipement est mobilisable en cas de sinistre sur un autre site, implanté à proximité de Nogent Port.

Sous 6 mois, l'exploitant doit mettre en place une organisation, formalisée dans le plan d'opération interne, permettant de sécuriser l'approvisionnement en azote en cas de sinistre.

Cette organisation prévoit les conditions assurant un approvisionnement en permanence, notamment en s'assurant que le conducteur soit formé à la livraison sur des réchauffeurs d'azote, en anticipant le délai prévisionnel maximal de mise à disposition de l'azote et les autorisations de circulation les week-ends et jours fériés, ainsi que les rotations des différentes livraisons de manière à ce que la possibilité d'inertage reste effective durant toute la durée de l'incendie pouvant perdurer plusieurs jours.

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis le projet de procédure décrivant les actions à mettre en œuvre pour préparer une opération d'inertage. Ce projet n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2025, article 9 (partiel)				
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion				
Prescription contrôlée :				
L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Le tableau ci-dessous listant le matériel employé est inclus à l'étude de dangers consolidée :				
	Nom des cellules	Type	Nombre	Report alarme
[...]				
Silo Malt 1	C3, C7 et C10 à C26	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 10 capteurs par cellule	Sur supervision du silo Malt 1
Silo Mat 1	C5, C6, C6B, C8	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 3 capteurs cellule	Sur Supervision du silo Malt 1
Silo Malt 1	C9	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 4 capteurs cellule	Sur supervision du Silo Malt 1
Silo Orge Malterie	C27 à C34	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 1à capteurs cellule	Sur supervision du Silo Malt 1
[...]				
Une procédure définit la conduite à tenir en cas de détection d'anomalie par la thermométrie. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]				
Constats :				
Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis la procédure n°99INS0549 du 01/07/2015 relative à la maîtrise de touraillage et de stockage.				
Par sondage, il a été vérifié, lors de la visite, la présence des équipements de silothermométrie dans le silo Malt 1 et le silo Orge Malterie, depuis la supervision du silo Orge 1. Les cellules C1 et C4 constituent des boisseaux tampons, sans sonde de température. Les cellules C2 et C6' sont condamnées, ouvertes en partie inférieure, mais équipées d'une sonde à 3 capteurs. Les cellules C5, C6 et C8 possèdent 1 sonde à 3 capteurs chacune. La cellule C9 a une sonde de 4 capteurs.				

<p>Les cellules C3, C7, C10 à C34 disposent chacune d'une sonde à 10 capteurs.</p> <p>L'inspection des installations classées note que, pour le silo Orge Malterie, une coquille est présente dans le nombre de capteurs par sonde (« 1à » au lieu de 10). Elle sera rectifiée dans le projet d'arrêté complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Partie II : Données manquantes de l'APA du 16/04/2025

N° 6 : Dépoussiéreurs Soufflet Malt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2.1.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les débits des conduits n°1 à 23 ont été renseignés, hormis pour le conduit n°16 relatif au filtre F7 de la malterie Nogent 1, qui est en panne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le débit du conduit n°16 relatif au filtre F7 de la malterie Nogent 1, lorsque celui-ci sera remis en fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : Installations de combustion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2.1.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les coordonnées LAMBERT93 des conduits n°54 - chaudière biomasse et n°55 - brûleur chaudière gaz ont été transmises par courriel du 28 novembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Conduits et installations raccordées - SOUFFLET AGRICULTURE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.2.2. (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : (**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
Constats : Les analyses des rejets atmosphériques ont été réalisées au cours des jours précédant l'inspection. Ne sont pas disponibles à ce jour, les données suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les débits des dépoussiéreurs Soufflet Agriculture (conduits n°30 à 45) ;• les hauteurs des exutoires des installations de séchage des matières végétales (conduits n°46 à 52) ;• la hauteur de la cheminée de la chaudière de la granulation (conduit n°53), son débit et la vitesse d'éjection associée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'est engagé à transmettre les données à réception, soit courant janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Forage HTR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.2.1.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : (**) Les données manquantes sont transmises à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
Constats : Le forage HTR a été référencé par le BRGM sous le code BSS BSS004PSAU. Le récépissé de déclaration du 14 novembre 2025 a été transmis par courriel du 28 novembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Localisation des points de rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.4.6. (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : (**) Les données manquantes sont transmises à l’inspection des installations classées sous 6 mois.
Constats : Les coordonnées Lambert 93 des points de rejets n°2, n°4, n°6 à 10 ont été transmises par courriel du 28 novembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Événements et surfaces soufflables du silo-tampon malt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 8.5.2.1.2				
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion				
Prescription contrôlée : Conformément à l’étude des dangers réalisée par l’exploitant et à ses compléments, ainsi qu’aux prescriptions de l’article 10 de l’arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention...) exposés aux poussières et présentant des risques d’explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l’explosion dans les différents volumes. En particulier, lorsque la technique le permet, les dispositifs suivants sont installés :				
Silo	Équipement /volume	Surface minimale nécessaire	Nature des surfaces	Pression statique d’ouverture
Silo-tampon malt	Toiture	Toute la superficie	Tôle ondulée	100 mbar
	Filtre	**	**	**
[...]				
(**) Les données manquantes sont transmises à l’inspection des installations classées sous 6 mois.				
Les surfaces soufflables sont réalisées en matériau léger (polycarbonate) ou harnachées afin d’éviter les phénomènes de projection en cas de réalisation avec un matériau plus « lourd » (bac acier...)				
[...]				

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le silo-tampon et son filtre étaient construits à l'emplacement prévu, à l'extérieur, derrière la malterie Nogent 1. Il s'agit d'un silo en tôle et le filtre est positionné en tête du redler (convoyeur à chaîne), au dessus de la toiture.

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant avait transmis, en amont de la visite, un document rédigé par le bureau d'étude, référencé « Privé SA - SM - NDC Toit Ø8.90m ATEX - NDC SM12-021.doc ». Il établit les caractéristiques du toit ATEX de cellule type OS Ø8.90m à l'explosion. Il spécifie que « *Le toit est constitué d'éléments trapézoïdaux entôle Aluzinc d'épaisseur 0.75 mm fixés entre eux par des boulons et des rondelles tous les 500 mm. Sur certaines nervures (appelées nervures ATEX), les vis acier sont remplacées par des vis en plastique faisant office de fusible, permettant une ouverture de certains éléments de toit en cas d'explosion, en commençant par le bas du toit et en remontant vers le haut du toit. Les éléments de toit sont retenus dans leur envol par les nervures avec vis acier plus résistantes.* »

La pression d'ouverture du toit est de 25 mbar ; ce qui est conforme à la valeur prescrite.

Ce document indique une surface d'évents en toiture de 32 m². Or les dispositions contrôlées reprenant les engagements de l'exploitant, tels que présentés dans le porter-à-connaissance afférent, imposent que toute la superficie de la toiture soit éventable , soit : $\pi \times (8,9/2)^2 = 62,18$ m². Au regard des éléments apportés, l'inspection des installations classées ne peut pas préjuger de la suffisance de la surface éventable sur ce silo-tampon. Si l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que l'ensemble de la toiture est éventable, il pourra demander la modification de la prescription sous réserve de démontrer sa suffisance (par exemple, en s'appuyant sur un calcul réalisé selon la norme EN14491).

Quant au filtre, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de surface soufflable au motif qu'il est autonome et qu'il renvoie les poussières à l'intérieur du redler. L'inspection des installations classées lui rappelle utilement qu'à défaut de surface éventable, il doit être dimensionné « *de façon à résister à l'explosion ou être équipé d'un dispositif de suppression de l'explosion, et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage* » conformément à l'article 10 de l'arrêté silo du 29 mars 2004.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apportera les justificatifs démontrant la suffisance des dispositifs mis en place pour limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes et demandera, le cas échéant, la modification de la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Partie III : Rejets atmosphériques

N° 12 : Conduits n°1 à 23 "dépoussiéreurs" - SOUFFLET MALT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 3.2.5 - Concentrations

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°1 à 23	[...]
Installations	Dépoussiéreurs silos	
Concentration en O ₂ de référence	-	
Poussières	30	

Article 3.2.6.2 - Flux

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère pour chaque conduit, sont inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	kg/j	kg/an
Poussières	220	3,52	800

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis :

- le rapport N°125880452501R001 du 17/10/2025, établi par un organisme agréé, suite aux mesures réalisées sur site les 25 et 26 août 2025 portant sur les conduits n°1 et 2 ;
- le rapport N°125880452501R003 du 27/10/2025, établi par un organisme agréé, suite aux mesures réalisées sur site du 27 août 2025 au 24 septembre 2025 pour les conduits n°3 à 23.

Les concentrations en poussières sont conformes pour les conduits n°1 à 5, 7 à 9, 11, 15, 17 et 18. Les concentrations en poussières des conduits n°10, 12 à 14, 19 à 23 sont rendus hors accréditation, mais conformes.

La concentration en poussières du conduit n°6 relatif à l'aspiration centralisée du silo Malt 1 dépasse largement les valeurs limites d'émission (4 860 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³). L'exploitant a indiqué avoir changé, au regard des résultats, les caisses filtrantes qui étaient empoissées. Le bon d'intervention interne atteste de cette réalisation le 28/10/2025.

Les résultats sont conformes pour tous les conduits n°1 à 23 pour les flux en CO et en NOx.

Seuls les conduits n°2 (filtre F4 du silo Malt 2) et n°6 (aspiration centralisée du silo malt 1) présentent respectivement un **dépassement du flux en poussières** de 648 g/h et de 3 985 g/h au lieu de 220 g/h. L'exploitant a transmis les bons d'intervention internes pour justifier du remplacement des manches sur le filtre F4 le 6 octobre 2025 et du remplacement des caisses filtrantes de l'aspiration centralisée le 28 octobre 2025. Lors de la visite d'inspection, l'inspecteur des installations classées et l'exploitant ont échangé sur les maintenances préventives et curatives de ces installations. Il en ressort qu'il convient d'interroger la pertinence des fréquences retenues à cet effet.

Les émissions du conduit n°16 n'ont pas pu être évaluées à cette occasion puisque le filtre F7 de la malterie Nogent était en panne au moment des mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de vérifier le maintien de l'efficacité de l'entretien de ces installations et de justifier du retour à la conformité, un contrôle inopiné diligenté par la DREAL sera réalisé en 2026 aux frais de l'exploitant sur le paramètre poussières sur les conduits n°2 et 6, en plus du contrôle annuel obligatoire pour 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.2.			
Thème(s) : Risques chroniques, Air			
Prescription contrôlée :			
<u>Article 3.2.5 – Concentrations</u>			
<p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous : 			
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°30 à 40	Conduits n°41 à 45	
Installations	Dépoussiéreurs silos	Dépoussiéreurs granulation	
Poussières	30	5	
<u>Article 3.2.6.2 - Flux</u>			
<p>Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère <u>pour chaque conduit</u>, sont inférieures aux valeurs limites suivantes:</p>			
Flux	g/h	kg/j	kg/an
Poussières	220	3,52	800
Constats :			
<p>Les analyses des conduits de la partie SOUFFLET AGRICULTURE ont été réalisées les jours précédant l'inspection. Les résultats ne sont pas disponibles à ce jour.</p>			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :			
<p>L'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats à réception, courant janvier 2026.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 2 mois			

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.5 (partiel)	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous : 	
Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduits n°46 à 52
Installations	Séchoirs
Poussières	150
NO _x en équivalent NO ₂	100
COV NM en carbone total	110
Constats : Les analyses des conduits de la partie SOUFFLET AGRICULTURE ont été réalisées les jours précédant l'inspection. Les résultats ne sont pas disponibles à ce jour.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats à réception, courant janvier 2026.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais : 2 mois	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 3.2.5. Concentrations

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n° 24 à 29
Installations	Brûleurs
Concentration en O ₂ de référence	3 %
NO _x en équivalent NO ₂	100
CO	10
COV NM en carbone total	110

Article 3.2.6.1. Flux

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère pour chaque conduit sont inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	kg/j	kg/an
NO _x en équivalent NO ₂	289	69,36	25 317
CO	24	5,76	2 102
COVNM	441	-	-

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport N°125880452501R001 du 17/10/2025, établi par un organisme agréé, suite aux mesures réalisées sur site les 25 et 26 août 2025 portant sur les conduits n°24 à 29. **Les émissions en COV NM n'ont pas été mesurées.**

Les résultats sont conformes pour les conduits n°24 à 28 pour les concentrations en CO et en NO_x.

<p>Seul le conduit n°29 relatif au préchauffeur T22 de la malterie Nogent 2 présente un dépassement de concentration de 113 mg/Nm³ en NOx au lieu de 100 mg/Nm³. L'exploitant a transmis le compte-rendu de l'intervention de maintenance, ainsi que le ticket de maintenance attestant à un retour à la normale du 22/10/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de vérifier le maintien de l'efficacité de l'entretien de ces installations et de justifier du retour à la conformité, un contrôle inopiné diligenté par la DREAL sera réalisé en 2026 aux frais de l'exploitant sur le paramètre poussières sur le conduit n°29 et sur le paramètre COVNM sur les conduits n°24 à 29 ; et ce, en plus du contrôle annuel obligatoire pour 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.2.5 (partiel) et 3.2.6.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Prescription contrôlée :	
<u>Article 3.2.5 (partiel) - Concentration</u>	
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :	
<ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous : 	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°54
Installations	Chaudière Biomasse
Concentration en O ₂ de référence	6 %
Poussières	50
SO _x en équivalent SO ₂	200
NO _x en équivalent NO ₂	525
CO	250
COV NM en carbone total	50
HAP	0,1
HCl	30
HF	25
PCDD/F	0,1 ng I-TEQ/Nm ³
Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés	1 pour la somme exprimée en (As + Se + Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1
Antimoine (Sb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Étain	20 pour la somme des métaux

(Sn), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Vanadium (V), Zinc (Zn) et leurs composés

Article 3.2.6.3. Flux

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	g/j	kg/an
Poussières	700	16 800	6 132
SO _x en équivalent SO ₂	2 800	67 200	24 528
NO _x en équivalent NO ₂	7 350	176 400	64 386
CO	3 500	84 000	30 660
COVNM	700	16 800	6 132
HAP	1,4	336	12
HCl	420	10 080	3 679
HF	350	8 400	3 066
Cd	0,7	17	6
Hg	0,7	17	6
Tl	0,7	17	6
Cd+Hg+Tl	1,4	34	12
As+Se+Te	14	336	12 264
Pb	14	336	12 264
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	280	6 720	2 453
	ng I-TEC/h	ng I-TEC/j	micro-g I-TEC/an
PCDD/F	1,4	34	12

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport N°125880452501R001 du

17/10/2025, établi par un organisme agréé, suite aux mesures réalisées sur site les 25 et 26 août 2025 portant notamment sur les émissions du conduit n°54.

Les résultats sont conformes pour les concentrations en poussières, en NOx, en CO ; mais présentent un **dépassement en SOx** (482 mg/Nm³ au lieu de 200 mg/Nm³). Les COVNM, HAP, HCl, HF, PCDD/F n'ont pas été mesurés, tout comme les métaux.

Au regard du dépassement en SOx constaté, l'exploitant a fait entretenir sa chaudière. Un devis et un bon de commande pour de nouvelles analyses ont été transmis à l'inspection des installations classées. Elles porteront sur les paramètres manquants, ainsi que les poussières et les SOx afin de vérifier l'efficacité de mesures de maintenance réalisées.

Ces analyses complémentaires ont été réalisées le jour même de l'inspection par l'organisme agréé. Les données ne sont pas disponibles à ce jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats à réception, soit courant janvier 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

Partie IV : Action sécheresse

N° 17 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;
Constats : L'exploitant a procédé à la télédéclaration GEREP le 28/03/2025 à 9h20, d'après l'accusé de réception délivré par la plateforme, pour un volume d'eau prélevé de 951 439 m ³ dans les eaux souterraines. Aucune donnée de la déclaration ne réfère aux eaux superficielles, ni au réseau d'adduction en eau potable. L'exploitant confirme que les volumes d'eaux superficielles ont été pris en compte, mais globalisés lors de la déclaration. Les volumes d'eaux issues du réseau d'adduction sont utilisés d'une part pour les sanitaires (eaux domestiques), d'autre part pour la presse à boues de la station d'épuration et pour la presse de la granulation. Pour ces volumes, seules les eaux prélevées sur le réseau d'adduction d'eau potable <u>et</u> utilisées pour le process sont à déclarer. L'inspection menée le 19 septembre 2026 sur le site de POLISY avait également mis en exergue que les volumes d'eau consommés par SOUFFLET AGRICULTURE ont été omis sur l'ensemble des sites du groupe SOUFFLET. L'exploitant s'est engagé à y remédier lors de la prochaine déclaration GEREP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les volumes d'eau consommés par SOUFFLET AGRICULTURE seront intégrés aux prochaines déclarations GEREP et l'exploitant veillera à différencier l'origine des eaux prélevées (eaux souterraines, superficielles, réseau AEP, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 18 : Dispositifs de suivi des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.2.3.3.2 alinéa 7				
Thème(s) : Risques chroniques, Eau				
Prescription contrôlée : Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.				
Constats : La halle HTR n'héberge plus d'activités consommatrices d'eau actuellement. Par conséquent, le dispositif totalisateur associé n'est plus relevé. Pour les forages A, B, F1 et F2, les dispositifs totalisateurs sont relevés journalièrement. A noter, l'exploitant ne relève pas les volumes prélevés le weekend, alors que le site fonctionne 7j/7. L'exploitant a identifié 12 compteurs uniquement pour le réseau d'adduction d'eau potable. Une cartographie de leurs emplacements a été présentée. Lors de la visite, il a été constaté que leur position était signalée physiquement au sol. L'exploitant a expliqué avoir des difficultés à relever les données de ces 12 compteurs, à la fréquence requise, en raison de leur nombre et de leur manque d'accessibilité. Seule la consommation des eaux de process issues du réseau d'adduction doit être relevée chaque semaine. Le registre des prélèvements a été présenté :				
Date et heure	Forage A	Forage B	Forage F1	Forage F2
1 ^{er} janv. 2024 à 9h00	1 021 125	696 059	2 086 289	2 104 115
1 ^{er} janv. 2025 à 9h00	1 165 751	832 221	2 412 731	2 448 324
28 nov 2025	89 850	47 787	2 772 731	2 710 658
01 déc 2025	90 893	48 813	2 776 393	2 714 071
Les dispositifs totalisateurs équipant les forages A et B sont des compteurs connectés. Ils ont été installés le 03 juillet 2025 ; ce qui explique le différentiel entre le relevé de janvier et de novembre 2025. Les forages F1 et F2 en seront équipés en 2026.				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant distinguera explicitement les prélèvements des eaux domestiques et ceux des eaux de process, issues du réseau d'adduction d'eau potable. Seule la consommation des eaux de process issues du réseau d'adduction doit être relevée.				

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 4.2.1.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Eau				
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :				
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal en m³/h	Prélèvement maximal en m³/an
Nappe superficielle	Alluvions de la Bassée	HG006	56	351 000
Eau souterraine	Craie du Senonais et Pays d'Othe	HG209	175	885 000
Réseau d'eau - AEP	Nogent-sur-Seine	-	-	1 960
Constats : Au regard des données présentes sur le registre pour le forage et sur la base de la facture d'eau potable pour les eaux issues de l'adduction :				
	Eaux superficielles	Eaux souterraines	Eaux de process issues de l'adduction	
Volume autorisé susceptible d'être prélevé	961 m³ /j	2 425 m³/j	5,4 m³/j	
Volume réel moyen prélevé	Forage A = 396 m³/j Forage B = 373 m³/j soit 769 m³/j	Forage F1 = 943 m³/j Forage F2 = 894 m³/j Forage HTR = 0 m³/j soit 1 837 m³/j	4 737 m³ /an soit 12,9 m³/j (dont eaux domestiques)	
Conformité	Conforme	Conforme	Impossible de conclure (**)	

<p>(**) L'exploitant a identifié 12 compteurs uniquement pour le réseau d'adduction d'eau potable. Il convient tout d'abord d'identifier ce qu'alimente chaque compteur. Les prélèvements des eaux domestiques doivent être distingués de ceux des eaux de process, issues du réseau d'adduction d'eau potable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant distinguera explicitement les prélèvements des eaux domestiques et ceux des eaux de process, issues du réseau d'adduction d'eau potable.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 20 : Soumission à l'arrêté ministériel du 30/06/2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1°) Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; • captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; • alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; • transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; • production, distribution et cogénération d'électricité ; • production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; • production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; • collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; • nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2°) Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

3°) Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4°) Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.

Constats :

Les activités du site ne concernent pas les activités énumérées au point 1°. Sa construction est antérieure à 2023 : il ne peut donc pas être exempté au regard du point 4°.

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les volumes de prélèvement de 2018 et 2024 :

	Eaux superficielles		Eaux souterraines			Eaux issues de l'adduction
	Forage A	Forage B	Forage F1	Forage F2	Forage HTR	
2018	150 321	125 003	380 640	302 024	0	4 392
2024	144 626	136 162	326 442	344 209	0	3 780
Variation	- 4 %	+ 8 %	- 15 %	+ 13 %	-	- 14 %

Par conséquent, les variations de prélèvements ne permettent pas d'atteindre une diminution de 20 %. Le site ne peut donc pas être exempté au regard du point 2°.

Lors de la visite du 28 novembre 2025, des échanges relatifs à l'utilisation d'eaux réutilisées pour ce site ont eu lieu. A ce jour, aucun dispositif ne permet la réutilisation d'eaux. Le site ne peut donc pas être exempté au regard du point 3°.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle que ce positionnement doit être réalisé chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Déclenchement du seuil de vigilance / alerte / alerte renforcée / crise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2023, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;• alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;• alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;• crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : Dans cette zone, aucun niveau de gravité n'a été atteint en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Rapportage hebdomadaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite via le cadre "gestion de l'eau" de GIDAF. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise ne sont pas atteints à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-2° et 3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 28 novembre 2025, les calculs de ses volumes de référence pour le prélèvement d'eau.</p> <p>Ces calculs s'appuient sur la moyenne des volumes journaliers prélevés sur 2024, avec la déduction forfaitaire de 5 % pour les usages liés à la sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volume de référence Eaux superficielles = $(280\,788/365) \times 0,95 = 730,82 \text{ m}^3/\text{j}$; • Volume de référence Eaux souterraines = $(670\,651/365) \times 0,95 = 1\,745,53 \text{ m}^3/\text{j}$; • Volume adduction eau potable : Vol réf = $(3\,780/365) \times 0,95 = 9,84 \text{ m}^3/\text{j}$. <p>Les volumes annuels utilisés sont conformes à ceux déclarés pour le process dans l'application GEREP. La moyenne des volumes journaliers a été également calculée sur le trimestre civil correspondant de 2024. L'exploitant indique que ceux-ci lui étaient moins favorables.</p> <p>La méthode utilisée afin de déterminer les volumes de référence n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Elle rappelle uniquement que les prélèvements de SOUFFLET AGRICULTURE sont à inclure dans la détermination des volumes de référence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Améliorations / Investissements liés à la gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6°
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 6°) La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1 ^{er} janvier 2018.
Constats : Ces dernières années, l'exploitant a mis en place des sondes de niveau dans les cuves de trempe pour définir la hauteur d'eau afin d'optimiser le volume utilisé et d'éviter tout débordement. De plus, il a diminué le temps de nettoyage sous les germoirs (NEP) avec un gain de 2 min par lot. Ces mesures organisationnelles représentent un gain de 6 % de la consommation dédiée. Par ailleurs, en 2025, lors des travaux nécessaires à l'augmentation de capacité du site, l'exploitant a rénové l'étanchéité de la bâche de stockage des eaux de forage, réserve tampon de la malterie Nogent 1. Des projets à l'étude pour la période 2026/2028 ont été abordés, notamment la réutilisation d'une partie des eaux utilisées ou un projet breveté. Ces projets sont en phase de test sur les malteries du groupe à Rouen et à Strasbourg. La priorité de développement du groupe sur l'ensemble des malteries tiendra compte des besoins et des enjeux locaux.
Type de suites proposées : Sans suite